

BUREAU VERITAS CONSTRUCTION

3 rue Théodore Drouet
Parc 2000 - Bât 6
BP 366
97829 LE PORT Cedex

Tél : 0692099903
Mél : laurent.cazenave@bureauveritas.com

N° affaire : 19917590_1-948E7VV

Mission : Coordination Sécurité et Protection de la Santé

Opération :

Opération : **SAINT PAUL - INSTALLATION INNOVEOX**
81 RUE HENRI CORNU
97460 SAINT-PAUL

Destinataire :

ADEME DEVELOPPEMENT
Marie HOULIÉ
20 AVENUE DU GRESILLE
49004 ANGERS CEDEX 01

Plan Général de Coordination

P.G.C.

Opération de catégorie : 3**Présence d'Amiante**

Date d'établissement ou de modification	Rév.	Objet de la mise à jour	Rédacteur
22/04/2024	Rev0	Rédaction initiale	Laurent CAZENAVE
25/04/2024	Rev1	Ajout en annexe des diagnostics de repérage amiante et plomb	Laurent CAZENAVE

SOMMAIRE

0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION	4
1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION	6
1.1. Présentation du projet	6
1.1.1. Objet de l'opération	6
1.1.2. Mode de consultation des entreprises	6
1.1.3. Délai prévisionnel de chantier	6
1.1.4. Démarche environnementale	6
1.1.5. Prévision du nombre de lots	7
1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier	7
1.2. Présentation des intervenants	7
2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS	8
2.1. Inspections Communes	8
2.2. PPSPS	8
2.2.1. Pénalités	8
2.3. Sous-traitance	8
2.3.1. Déclaration des sous-traitants	9
2.3.2. Transmission du PGC	9
2.3.3. Obligation du sous-traitant	9
2.4. Intérimaires	9
2.5. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »	9
2.6. Travailleurs indépendants art L4535-1	10
2.7. Protections individuelles	10
2.8. Modalité d'accueil des salariés	10
2.9. Modalités de visite du chantier par des tiers	11
3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE	12
3.1. Accès au site et réseaux provisoires	12
3.2. Emprise de chantier	13
3.2.1. Clôture et portail	13
3.2.2. Accès	13
3.2.3. Circulations	13
3.2.4. Signalisation	13
3.2.5. Stationnements	13
3.2.6. Stockage	13
3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)	14
3.2.8. Cantonnements et entretien	14
3.3. Nettoyages (hors cantonnement)	15
3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier	15
3.3.2. Plan d'installation de chantier	15
3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier	16
4. MESURES DE COORDINATION SPS	17
4.1. Définition des risques particuliers	17
4.2. Analyse de risques	19
4.3. Co-activités et protections collectives	19
4.3.1. Organisation de la sécurité collective	19
4.3.2. Déplacement de protection collective	20
4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise	20
4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles	20
4.4. Equipement de levage	20
4.4.1. Autorisation de survol	21
4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention	21
4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site	21
4.5.1. Approvisionnements et stockage	21

4.5.2. Travaux superposés	21
4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux	21
4.5.4. Protection contre le bruit	21
4.5.5. Protection contre l'incendie	21
4.5.6. Travaux en hauteur	22
4.5.7. Echafaudage, tour escalier	22
4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins	22
4.6. Moyens communs	23
4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur	23
4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier	23
4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels	23
4.6.4. Protection des accès – Auvents	23
4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets	23
5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER	24
5.1. Stockages sur le chantier	24
5.2. Nettoyage	24
5.3. Enlèvement des déchets	24
5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires	24
5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés	25
5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise	25
6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION	26
6.1. Déclarations particulières	26
6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération	26
6.3. Risques par rapport à un chantier voisin	26
6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure	26
6.5. Prévention incendie et explosion, Permis de feu	27
6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages	27
6.7. Cas particulier	27
7. ORGANISATION DES SECOURS	28
7.1. Téléphone de secours	28
7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)	28
7.3. Travail isolé	28
7.4. Procédure d'organisation des secours	28
7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident	28
7.6. Point de rencontre secours	28
7.7. Modèle de fiche de secours	29
ANNEXES AU P.G.C.	30

0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

Articles L.4121-2 & 3 et L.4531-1 du Code du Travail

1. Eviter les risques ;
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
3. Combattre les risques à la source ;
4. Adapter le travail de l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment d'atténuer le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
5. Tenir compte de l'état de l'évolution de la technique ;
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou ce qui est moins dangereux ;
7. Planifier la prévention en visant un ensemble cohérent qui intègre dans la prévention la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants au travail ;
8. Prendre les mesures de protection collective par priorité à des mesures de protection individuelle ;
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs ;

Les articles L 4121-2 & 3 et 4531-1, imposent au Maître d'Ouvrage, aux Maîtrises d'Œuvres (Architectes, OPC etc...) et au Coordonnateur SPS, la prise en compte des Principes Généraux de Prévention.

Les différents entrepreneurs doivent prendre parfaite connaissance du présent document, en retirer les éléments nécessaires à la mise au point de leur proposition et se conformer rigoureusement lors de l'exécution des travaux, aux dispositions qu'il contient.

Les prestations définies dans ce document font partie intégrante du marché de chaque entreprise.

Les éléments contenus dans le présent document ont un caractère obligatoire. Les entreprises contractantes y compris les sous-traitants et travailleurs indépendants doivent en tenir compte notamment pour l'élaboration de leurs PLANS PARTICULIERS DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S.).

En matière de sécurité et de protection de la santé du personnel, les entreprises ont non seulement une obligation de moyen, mais également une obligation de résultat.

La tenue des délais ne saurait en aucun cas être un motif d'infraction aux règles de sécurité. Les entreprises sont par conséquent tenues de prévoir et de mettre en œuvre les moyens compatibles avec la sécurité et les délais.

Article L.4532-6 du code du travail :

L'intervention du Coordonnateur SPS ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent en application des autres dispositions du Code du Travail à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

Le coordonnateur a été nommé en phase **Conception**

Ce PGC a été réalisé sur la base :

- de la visite préalable sur site
- des documents fournis par la Maîtrise d'ouvrage

1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION

1.1. Présentation du projet

1.1.1. Objet de l'opération

Les travaux à réaliser pour cette opération concernent l'évacuation et la gestion des déchets et des produits dangereux présents le site INNOVEOX OCEANIA à proximité immédiate. Déchets issus des activités de l'activité industrielle de INNOVEOX OCEANIA

Les installations situées sur la plateforme 1 seront laissées en place, leur contenu sera pompé et évacué en filière technique de traitement appropriée. A l'issue les installations seront nettoyées et inertées.

La cuve peinture située hors site sera démantelée après pompage des effluents et nettoyée puis évacuée.



1.1.2. Mode de consultation des entreprises

Mode de consultation des entreprises : A.O
Mode de passation des marchés : lot unique.
Type de marchés : public

1.1.3. Délai prévisionnel de chantier

Date prévisionnelle de début des travaux : 1 juin 2024
Durée prévisionnelle de réalisation (mois) : 1

Phasage des travaux:

L'entreprise en charge des travaux prévoira une phase d'identification et de caractérisation complémentaire des déchets et effluents. Cette phase permettra de connaître les paramètres physico-chimiques des déchets dangereux présents sur le site, d'organiser le chantier, de définir les modes opératoires et moyens de prévention à mettre œuvre et d'identifier les filières techniques de collecte et d'éliminations des déchets.

1.1.4. Démarche environnementale

IMPACT SUR LA SANTE DES SALARIES DU CHANTIER

La caractérisation des déchets et effluents est essentielle.

En fonction de la dangerosité des déchets et effluents l'entrepreneur prévoira les moyens de protection adaptés et s'assurera que ces derniers soient bien mis en œuvre sur le chantier.

Il est rappelé qu'il est interdit d'employer un salarié temporaire pour effectuer des travaux dangereux

(exposition à certains agents chimiques dangereux) dont la liste est donnée par l'article D. 4154-1 du Code du travail. Compte-tenu de la grande diversité de substances présentes dans cette liste, si le titulaire souhaite avoir recours à ce type de main d'œuvre sans dérogation exceptionnelle, il devra intégrer que l'évolution quelquefois imprévisible du chantier (découverte fortuite de déchets, évolution des produits dans le temps) est susceptible de le mettre en contradiction avec la réglementation.

GESTION DES DECHETS

Dans un document soumis au visa du maître d'œuvre pendant la période de préparation, l'entrepreneur expose et s'engage sur :

- Le tri sur site des différents déchets de chantier et les méthodes qui sont employées pour ne pas mélanger les différents déchets,
- Le stockage des déchets sur des aires distinctes en fonction de leur composition, leur nature, leur propriété (dont leur compatibilité) et leur réactivité chimique. Ces aires distinctes devront être identifiées par une signalisation spécifique évitant aux opérateurs tout risque de stockage de produits incompatibles.
- Les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui sont mis en œuvre pendant les travaux
- Les moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer la gestion des déchets
- L'identification des filières de collecte des déchets et effluents appropriées

1.1.5. Prévision du nombre de lots

Nombre de lots (estimation) : Un lot unique

1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier

Effectif prévisible du personnel de chantier (estimation) : 6 à 8 personnes

1.2. Présentation des intervenants

Activité	Entreprise	Adresse	Média diffusion	Interlocuteur
Maîtrise d'ouvrage	ADEME DEVELOPPEMENT	20 AVENUE DU GRESILLE 49004 ANGERS CEDEX 01	06 47 08 41 06 marie.houlie@ademe.fr	Marie HOULIÉ
Assistant Maîtrise d'ouvrage	ATOUT ENVIRONNEMENT	6, allée des Olivines 97400 SAINT-DENIS	06 93 13 44 49 smorel97400@gmail.com	Sylvie BENYAMIN- MOREL

Liste complète des entreprises en pièce jointe

2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS

Ce paragraphe ne se substitue pas aux modalités pratiques de coopération qui sont jointes par le MO aux contrats de tous les intervenants.

2.1. Inspections Communes

L'**Inspection Commune de la séquence** est réalisée au cours de cette réunion, avec l'analyse de la coactivité.

A cette réunion, les entreprises et leurs sous-traitants devant intervenir dans la séquence doivent OBLIGATOIREMENT être présents afin de réaliser leur Inspection Commune.

Les Inspections Communes ne seront réalisées que lors de ces réunions.

Il est rappelé aux entreprises, qu'en cas de non réalisation de l'Inspection Commune, il leur est formellement interdit d'intervenir sur le site.

Pour un sous-traitant qui ne serait pas encore désigné avant cette réunion :

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie en rien la responsabilité des entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé vis-à-vis des tiers et de leur personnel.

Avant le début de son intervention sur le chantier, chaque entreprise titulaire, chaque entreprise sous-traitante ou chaque travailleur indépendant respecte les dispositions suivantes :

- OBLIGATION de participer à la visite d'INSPECTION COMMUNE conduite par le coordonnateur SPS,
- REMISE au coordonnateur SPS de son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la santé (PPSPS), approprié et conforme au présent PGC SPS à l'issue de la VIC.

Les dates d'intervention des entreprises titulaires de lots sont communiquées au coordonnateur SPS par le maître d'œuvre dans un délai compatible avec l'organisation des visites précitées.

Pour les entreprises titulaires de lots faisant appel à un ou plusieurs sous-traitants ou travailleur indépendant, les dates d'intervention de ceux-ci sont communiquées au coordonnateur SPS par l'entreprise titulaire.

2.2. PPSPS

Conformément aux obligations de la loi du 31 décembre 1993 et de son décret du 26 décembre 1994, chaque entreprise intervenant sur le chantier est tenue d'établir un PPSPS. **Conformément à l'article L 4532-9, sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous-traitantes, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur.**

Le Maître d'Ouvrage transmet le PGC à l'entrepreneur dans le cadre du dossier du marché de consultation, le PGC sert de base à l'établissement du PPSPS.

La mise à jour du PPSPS avant d'engager les travaux, doit tenir compte des observations résultantes de la visite d'inspection commune avec le Coordonnateur SPS.

L'entreprise chargée du gros œuvre ou le lot principal et ceux ayant à exécuter des travaux à risques particuliers mettent à disposition leurs PPSPS aux autres entreprises sur le chantier.

2.2.1. Pénalités

Se conformer aux pièces écrites du marché.

2.3. Sous-traitance

Les entreprises titulaires de lots qui envisagent de faire intervenir un ou plusieurs sous-traitants ou travailleurs indépendants respectent la règle suivante :

- L'entreprise concernée adresse quatre semaines au préalable sa demande au maître d'œuvre qui la transmet au maître d'ouvrage.
- L'agrément est confirmé à l'entreprise par le maître d'ouvrage qui informe en copie le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS qui conduit la visite d'inspection commune.

Toute entreprise ou travailleur indépendant qui ne respecte pas ces dispositions se voit interdire l'accès au chantier par le maître d'œuvre.

2.3.1. Déclaration des sous-traitants

L'entreprise a l'obligation de déclarer au maître d'ouvrage tout sous-traitant qu'elle prendrait pour réaliser une partie des travaux. Cette déclaration indique la nature précise des prestations sous-traitées.

Les coordonnées des sous traitants doivent être adressées par le maître d'ouvrage au CSPS pour l'organisation de l'inspection commune.

Les entreprises qui ont l'intention de sous-traiter doivent s'assurer que les prestations de service ne sont en aucune façon des prêts de main-d'œuvre qui pourraient constituer un délit de marchandage (art. L.8231-1 du Code du Travail).

2.3.2. Transmission du PGC

L'entrepreneur qui fait exécuter, tout ou partie, du contrat conclu avec le Maître d'Ouvrage par un ou plusieurs sous-traitants, doit remettre à ceux-ci un exemplaire du PGC au dernier indice et le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisations générales qu'il a retenues pour la sécurité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs.

2.3.3. Obligation du sous-traitant

Le sous-traitant est soumis aux mêmes obligations que l'entreprise titulaire quant au respect des dispositions communes de sécurité et de protection de la santé. Il est soumis à toutes les obligations des entreprises.

Le PPSPS du sous-traitant doit tenir compte des informations fournies par l'entreprise titulaire et notamment celles contenues dans son PPSPS et celles contenues dans le PGC ainsi que les dispositions arrêtées en inspection commune.

2.4. Intérimaires

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire doivent s'assurer :

- que le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné,
- que le certificat d'aptitude médical pour la profession concernée a bien été délivré,
- que les salariés intérimaires soient intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne l'accueil renforcé, la formation à la sécurité, la fourniture des équipements de protection individuelle et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires.

2.5. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »

Les entreprises faisant appel à de la location avec chauffeur, doivent le signaler dans leur PPSPS.

Les chauffeurs sont accueillis par l'entreprise qui leur explique les règles de sécurité les concernant.

2.6. Travailleurs indépendants art L4535-1

Les travailleurs indépendants ou les employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier, sont assujettis aux mêmes obligations réglementaires que toute autre société, y compris :

- l'obligation de remettre au Coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité

2.7. Protections individuelles

Toute personne entrant sur le chantier doit être équipée des protections individuelles adaptées.

2.8. Modalité d'accueil des salariés

Tous les salariés présents sur le site portent de façon visible le sigle de leur entreprise sur leur vêtement de travail ou leur casque et doivent pouvoir être nominativement identifiés.

Les personnels des entreprises, doivent recevoir, le jour de leur arrivée sur le chantier, une formation pratique et appropriée en sécurité.

Cette formation qui est assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe des entreprises porte sur :

- les conditions de circulation des personnes sur le chantier,
- la sécurité pendant l'exécution du travail
- les dispositions à prendre en cas d'incident, d'accident et d'incendie.
- la situation et le contenu de la boîte de premier secours.

Salariés étrangers :

Chaque entreprise doit pouvoir répondre aux règles suivantes, à savoir :

- Etre en possession de l'ensemble des pièces écrites et graphiques propres au chantier,
- Le référent chantier doit maîtriser la langue française pour mettre en application les consignes de sécurité du chantier,
- Le référent chantier ou le chef d'établissement doit pouvoir participer aux réunions de chantier,

Chaque entreprise tient à jour à disposition des organismes officiels de préventions et des autorités compétentes un classeur qui comporte :

- Une liste nominative de ses personnels sur site y compris les personnes intérimaires.

Pour chaque salarié :

D.U.E. (Déclaration unique d'embauche) avec récépissé de l'URSSAF ou extrait du registre du personnel,

Contrat d'intérim si pas de DUE,

Déclaration de détachement pour le personnel de sociétés étrangères en provenance de la CE.

Pour les ressortissants hors CE :

Photocopie de leur carte de séjour et de leur permis de travail.

2.9. Modalités de visite du chantier par des tiers

Des visites peuvent être organisées par le Maître d'Ouvrage qui définit les mesures de protection et de sécurité.

L'organisateur de la visite est responsable de la fourniture des équipements adaptés à cette visite. Le maître d'ouvrage informe le maître d'œuvre et le coordonnateur.

3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE

du chantier arrêtées par le Maître d'œuvre en concertation avec le Coordonnateur SPS

Contraintes d'environnement de site

Présence d'amiante dans les existants

Le Rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant travaux N° 20646703 en date du 20/02/2024 indique la présence d'amiante sur un joint de bride (repérage P 11)

Sur la base de ce repérage, si des opérations doivent être réalisées sur le joint de bride de la cuve, elles seront à effectuer en SS4.

A noter que pour des raisons d'accessibilité au moment de la réalisation du diagnostic amiante, les bungalows de bureau et la plateforme 2 n'ont pas été investigués

MISE EN SECURITE DES ZONES DE TRAVAUX AU REGARD DE LA PRESENCE D'AMIANTE

Préalablement à son intervention d'enlèvement de déchets et au fur et à mesure du chantier, le titulaire devra prendre en compte la présence d'amiante sur le chantier en considérant l'exposition passive des travailleurs liée à une intervention à proximité de MCA et en gérant d'éventuelles découvertes fortuites d'amiante en cours de chantier. En effet, compte tenu de la spécificité du site, le repérage amiante peut ne pas être complètement exhaustif et des zones non pas été visitées car non accessibles le jour de la visite de repérage. Le titulaire sera soumis aux dispositions relatives aux risques d'exposition à l'amiante du code du travail.

L'intervention susceptible de libérer des fibres d'amiante et relevant de la SS4 est la suivante :

→ Cuve bleue située au nord-est du site (prélèvement P11 – cf. 1.3.2) si intervention sur le joint de bride nécessaire à l'évacuation du contenu (liquide et/ou résidu pâteux) présents dans cette dernière.

→ Si aucune intervention n'est prévue spécifiquement sur le joint de bride de la cuve, l'opération sera considérée « hors réglementation amiante ».

Le titulaire est responsable de l'évaluation du niveau d'empoussièrement de chaque processus.

Toute nécessité d'un changement de niveau d'empoussièrement doit être signalée à l'ADEME.

Le titulaire devra disposer en permanence dans la base vie d'au minimum 3 kits d'EPI amiante complet, réservés aux visiteurs.

Rappel : pour l'éventuelle opération identifiée en SS4, tous les personnels intervenants doivent avoir une attestation de formation sous-section 4.

Voir détail dans l'annexe "Présence d'amiante"

Présence de plomb dans les existants

Sans objet

Présence de silice dans les existants

Sans objet

3.1. Accès au site et réseaux provisoires

→ L'accès au site se fait par la rue Henri Cornu qui dessert la zone d'activité.

→ Le chemin d'accès privé part de la rue Henri Cornu et traverse les parcelles cadastrales AB 519, 370 puis AB 520, AB 369 et AB 371

→ La parcelle AB 369 est accessible par un portail dont les horaires d'ouverture et de fermeture sont assujettis à ceux des entreprises présentes sur le site (HOUSSEN, CTOI et RANSAUSTRAL).



3.2. Emprise de chantier

3.2.1. Clôture et portail

Afin de d'interdire l'accès au public à l'ensemble des zones de chantier l'entreprise titulaire prévoira la mise en place de clôture de chantier (de type barrières HERAS). A noter la possibilité d'utiliser et d'améliorer les clôtures existantes.

Pendant toute la durée du chantier, l'accès au site sera fermé. L'ouverture du site ne sera effectuée que lorsque l'intervention le nécessitera.

Les zones de stationnements des camions, hydrocureurs, engins de levage, ..., devront être balisées.

3.2.2. Accès

L'accès aux établissements mitoyens doit être maintenu.

3.2.3. Circulations

Les véhicules et engins doivent rouler au pas

3.2.4. Signalisation

La signalisation générale du chantier est à la charge de l'entreprise titulaire du Lot unique :

Liste non exhaustive

→ Repérage visuel des produits et matériaux contenant de l'amiante.

→ Consignes générales de sécurité (port des EPI, chantier interdit au public, consignes en cas d'accident et d'incendie, ...)

→ Identification des voies de circulation piétonnes et véhicules

→ Zones de stockage

→ Aire de lavage

→ Aire de stationnement

→ Panneaux de chantier

3.2.5. Stationnements

Ces zones de stationnement devront être identifiées dans le PIC de l'entreprise

Les zones de stationnement véhicules et engins sont à identifier dans l'emprise du chantier.

Les opérations d'approvisionnement des engins, de maintenance légère ou encore le stationnement des engins et poids lourds de chantier se feront sur une surface dédiée étanche afin d'éviter toute pollution par déversement

3.2.6. Stockage

AMENAGEMENT DES AIRES DECONDITIONNEMENT, DE RECONDITIONNEMENT ET DE STOCKAGE

DES DECHETS EN ATTENTE D'EVACUATION VERS LE CENTRE DE TRAITEMENT

Dans le cas où les déchets conditionnés, reconditionnés et identifiés par un système de marquage prédéfini devraient être stockés en attente de leur évacuation, ces déchets seront stockés sur des aires distinctes en fonction de leur composition, leur nature, leur propriété (dont leur compatibilité) et leur réactivité chimique. Ces aires distinctes devront être identifiées par une signalisation spécifique évitant aux opérateurs tout risque de stockage de produits incompatibles.

3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)

INSTALLATION ELECTRIQUE DE CHANTIER FIXE

L'installation électrique de chantier devra être conforme aux prescriptions des règlements en vigueur et notamment les articles R.4215-3 à R.4215-17 du code du travail et de la Norme NFC 15100.

L'entreprise titulaire prévoira de faire réaliser un contrôle de l'installation électrique de chantier par un organisme agréé avant utilisation. Ce contrôle devra être renouvelé annuellement et à chaque modification de l'installation électrique.

En fonction des horaires de chantier, un éclairage général des zones de chantier devra être mis en place si besoin.

Niveau d'éclairement :

- Au minimum 40 lux pour les circulations horizontales.
- Au minimum 60 lux pour les circulations verticales avec emmarchement et zones de stockage.
- Au minimum 60 lux pour les zones de stockage.
- Au minimum 200 lux pour les postes de travail.
- Au minimum 120 lux pour les vestiaires et sanitaires)

INSTALLATION ELECTRIQUE MOBILES

Les groupes électrogènes devront être conformes aux exigences réglementaires. Ils doivent être vérifiés périodiques et devront respecter les préconisations mentionnées dans la Fiche Prévention - G1 M 01 11 de l'OPPBTP.

La protection de chaque canalisation issue d'un groupe électrogène par un dispositif différentiel à haute sensibilité ($I \Delta n \leq 30 \text{ mA}$). Le groupe peut être équipé lui-même de ce dispositif par construction. Sinon, un dispositif différentiel doit être installé en aval de chaque prise de courant, le plus près possible de celle-ci (liaison $< 1 \text{ m}$).

Les prolongateurs électriques seront uniquement de la série H07-RN-F assurant une protection contre les risques mécaniques, d'une étanchéité parfaite et ne dépassant pas 25 m.

Les enrouleurs seront marqués "catégorie B" norme NFC 61.720.

Les prises de courant porteront un indice de protection IP 447 à minima.

Les baladeuses seront de la catégorie B norme NFC 71.008.

Les projecteurs halogènes seront conformes à norme NF et munis d'une grille de protection.

EAU

A charge de l'entreprise titulaire la fourniture et le branchement d'un compteur d'eau provisoire, et la réalisation d'un réseau de chantier alimentant au moins un robinet de puisage.

3.2.8. Cantonnements et entretien

Les cantonnements seront dimensionnés selon le nombre d'ouvriers présents sur le chantier. Ces installations seront susceptibles d'évoluer en fonction de l'effectif présent lors de la réalisation du chantier

Un effectif estimé de 8 personnes est à prendre en compte pour le dimensionnement initial.

L'effectif est susceptible d'évoluer.

La base de cantonnement sera commune à l'ensemble des entreprises intervenantes sur le chantier est à la charge de l'entreprise titulaire et sera gérée par ce même lot

Elle sera ouverte chaque matin à l'arrivée de la première équipe et refermée chaque soir au départ de la dernière équipe. Cette base vie devra rester opérationnelle pendant la durée totale des travaux.

SANITAIRES TCE

Rappel de la Réglementation

- 1 cabinet d'aisance + 1 urinoir pour 20 (ou 2 cabinets)
- Lavabos : 1 orifice pour 10 personnes au plus.
- 1 cabine de douche pour 8 personnes (travaux insalubres et salissants)
- Consommables (savon, moyens d'essuyage des mains, papier hygiénique, ...)
- Les réseaux d'évacuation seront raccordés à un réseau d'égout à définir avec le Maître d'œuvre ou en cas

d'impossibilité raccordés à une fosse toutes eaux. Dans ce cas prévoir les vidanges nécessaires.

VESTIAIRES TCE

- Les vestiaires collectifs doivent être suffisamment, aérés, éclairés et nettoyés au moins une fois par jour et tenus en état constant de propreté.
- Ils sont pourvus d'un nombre suffisant de sièges et d'armoires individuelles à double compartiments. Lorsque les vêtements de travail sont susceptibles d'être souillés de matières dangereuses, salissantes ou malodorantes, les armoires comprennent un compartiment réservé à ces vêtements.

REFECTOIRE TCE

Ce local répond aux exigences suivantes :

- Il est pourvu de tables et de chaises en nombre suffisant :
- Il dispose d'au moins un appareil permettant d'assurer le réchauffage ou la cuisson des aliments et d'un réfrigérateur d'une capacité suffisante
- Il est tenu en parfait état de propreté.

NETTOYAGE DES INSTALLATIONS COLLECTIVES

- L'ensemble des locaux sera maintenu propre en permanence par l'entreprise titulaire

3.3. Nettoyages (hors cantonnement)

Le maintien en état de propreté de la rue Henri Cornu ainsi que les voies d'accès doit être assuré en permanence.

Le nettoyage des voiries sera réalisé par l'entreprise titulaire jusqu'à la fin de chantier.

Toute intervention de nettoyage de la voirie devra faire l'objet d'une attention particulière (risque de heurt par un véhicule)

- Personnel équipé de boudier à haute visibilité
- Régulation de la circulation par du personnel placé en amont et en aval de la zone à nettoyer muni de balises K10

CIRCULATIONS PIETONNES

Les circulations doivent être maintenues praticables et exemptes de zones à risque de chute

POSTES ET ZONES DE TRAVAIL

Chaque entreprise devra en fin de journée procéder au nettoyage de ses zones de travaux

3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier

Le maître d'ouvrage s'assure auprès du maître d'œuvre que les contraintes et obligations découlant, pour les entreprises, des mesures de prévention et de coordination mentionnées à l'article R. 4532-44 sont transcrites dans les pièces constituant les dossiers de consultation des entreprises.

Il vérifie que le projet de plan d'installation de chantier est joint à ces mêmes dossiers.

Le coordonnateur SPS collabore avec le maître d'œuvre à la transcription par celui-ci, sous forme de plan, du projet d'installation de chantier.

3.3.2. Plan d'installation de chantier

Préalablement à l'exécution des travaux, l'entreprise **LOT UNIQUE** soumet à l'accord du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS le plan de circulation et le plan des installations de chantier (plan porté au registre journal) qui doivent préciser la localisation :

- Des conduites enterrées et aériennes existantes,
- Des clôtures et protections temporaires,
- Des zones de parking pour les véhicules de chantier,
- Des installations destinées aux sanitaires, vestiaires et réfectoires,
- De l'emplacement des moyens de secours et d'appel,
- Du point de rassemblement en cas d'évacuation générale du chantier,
- Du point de rencontre pour accueil des services de secours,

- Des zones de stockage et de conditionnement des déchets
- De l'emplacement des bennes à déchets
- ...

La fourniture, l'installation et l'entretien des divers éléments nécessaires à ces différentes installations sont à la charge de l'entreprise **LOT UNIQUE** y compris le fléchage pour indiquer le chantier ainsi que la signalétique de sécurité.

3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier

Poste	Réalisé par ?	Géré par ?	Echéance de fin
Clôture et portail	LOT UNIQUE	LOT UNIQUE	Fin de chantier
Accès	LOT UNIQUE	LOT UNIQUE	Fin de chantier
Circulations	LOT UNIQUE	LOT UNIQUE	Fin de chantier
Signalisation	LOT UNIQUE	LOT UNIQUE	Fin de chantier
Stationnement	LOT UNIQUE	LOT UNIQUE	Fin de chantier
Stockage	LOT UNIQUE	LOT UNIQUE	Fin de chantier
Réseaux provisoires de chantier	LOT UNIQUE	LOT UNIQUE	Fin de chantier
Coffret électrique général	LOT UNIQUE	LOT UNIQUE	Fin de chantier
Coffret divisionnaire et éclairage	LOT UNIQUE	LOT UNIQUE	Fin de chantier
Cantonnement	LOT UNIQUE	LOT UNIQUE	Fin de chantier
Infirmierie de chantier	Sans objet	Sans objet	
Nettoyage hors cantonnement	LOT UNIQUE	LOT UNIQUE	Fin de chantier
PIC	LOT UNIQUE	LOT UNIQUE	Fin de chantier
Protections collectives	Sans objet	Sans objet	
Accès hauteur communs	Sans objet	Sans objet	
Déchets - Gravats	LOT UNIQUE	LOT UNIQUE	
			Fin de chantier

4. MESURES DE COORDINATION SPS

4.1. Définition des risques particuliers

Décomposition des interventions en fonction de la liste des travaux comportant des risques particuliers pour lesquels un plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est requis en application de l'article R. 238-25-1 ou de l'article R. 238-25-2 du code du travail est fixée ci-après :

1	Travaux présentant des risques particulièrement aggravés, par la nature de l'activité ou des procédés mis en œuvre ou par l'environnement du poste de travail ou de l'ouvrage exposant les travailleurs : - à des risques de chute de hauteur, au sens des dispositions générales du CT Articles 4121-1 à 5 - à un risque d'ensevelissement ou d'enlèvement	×
2	Travaux exposant les travailleurs à des substances chimiques ou à des agents biologiques nécessitant une surveillance médicale au sens de l'article r. 241-50, ou de l'article 32 du décret du 11 mai 1982 susvisé, ainsi que des articles r. 231-56-11-i et r. 231-65-i	×
3	Travaux de retrait ou de confinement de l'amiante friable suivant les textes en vigueur	×
4	Travaux exposant à des radiations ionisantes en zone contrôlée ou surveillée en application de l'article 23 du décret du 2 octobre 1986 ou de l'article 15 du décret du 28 avril 1975 susvisé	
5	Travaux exposant les travailleurs au contact de pièces nues sous tension supérieure à la très basse tension (tbt) et travaux à proximité des lignes électriques de htb aériennes ou enterrées	×
6	Travaux exposant les travailleurs à un risque de noyade	
7	travaux de puits, de terrassements souterrains, de tunnels, de reprise en sous-œuvre	
8	Travaux en plongée appareillée	
9	Travaux en milieu hyperbare	
10	Travaux de démolition, de déconstruction, de réhabilitation, impliquant les structures porteuses d'un ouvrage ou d'une partie d'ouvrage d'un volume initial hors œuvre supérieur à 200 mètres cubes	
11	Travaux comportant l'usage d'explosifs	
12	Travaux de montage ou de démontage d'éléments préfabriqués lourds au sens de l'article 170 du décret du 8 janvier 1965 susvisé	
13	Travaux comportant le recours à des appareils de levage d'une capacité supérieure à 60 t/m, tels que grues mobiles ou grues à tour	

Calendrier hypothèse	Tâches / lots	Danger(s)	Essentiels de la séquence
	LOT UNIQUE	Voisinage Amiante Contact électrique direct ou indirect Canalisation ou récipient sous pression Choc, coupure, piqûre Inflammation, explosion Produit inflammable Source d'asphyxie Travaux à point chaud Produits dangereux Déplacement de plain-pied Réseaux	
			Chantier non accessible aux tiers et au public
			Réseaux consignés Absence de tension

4.2. Analyse de risques

LOT UNIQUE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Voisinage	Mise en place de clôtures de chantier Balisage des zones d'intervention	Maintien des zones clôturées et/ou balisées
Amiante	Rapport de repérage amiante avant travaux Plan de retrait et modes opératoires Personnel formé, apte et habilité Zone d'intervention identifiée et balisée Accès réglementée la zone d'intervention EPI adaptés	Ne pas pénétrer dans la zone d'intervention Respect des balisages et clôtures de chantier
Contact électrique direct ou indirect	S'assurer de la consignation des réseaux Vérification de l'Absence de Tension (VAT)	
Canalisation ou récipient sous pression	Vérifier l'absence de pression avant ouverture des capacités	
Choc, coupure, piqure	Port d'EPI adaptés	
Inflammation, explosion	Travaux par point chaud interdit Inertage	
Produit inflammable	Se référer au rapport d'analyse DID Prévoir des analyses complémentaires si besoin Travaux par point chaud interdit Inertage	
Source d'asphyxie	Ne pas pénétrer dans les capacités Procédure d'intervention en espace confinée si besoin	
Travaux à point chaud	Analyse préalable (LIE) Inertage si besoin Extincteur sur zone	
Produits dangereux	Se référer au rapport d'analyse DID Prévoir des analyses complémentaires si besoin Personnel formé, apte et habilité Zone d'intervention identifiée et balisée Accès réglementée la zone d'intervention Mode opératoire adapté Port d'EPI adapté	
Déplacement de plain-pied	Rangement Circulation libre de tout obstacle	
Réseaux	DICT Procédure AIPR	

4.3. Co-activités et protections collectives

4.3.1. Organisation de la sécurité collective

Les grands principes qui régissent l'organisation de la sécurité sur le chantier sont :

- Chaque intervenant est responsable de la sécurité de ses salariés,
- La coordination indispensable des interventions des différentes entreprises, réclame que l'entreprise titulaire soit chargée de la fourniture, de la mise en place des protections collectives. Jusqu'à l'achèvement des travaux, cette coordination doit également éviter qu'une autre entreprise enlève une protection qui gêne son travail.
- La maintenance des protections collectives est à réaliser par l'entreprise titulaire.
- Une protection suffisante et adaptée à leurs travaux doit donc être mise en place. L'entreprise doit définir dans son P.P.S.P.S, le type de protections qu'elle met en place.
- Si tel n'est pas le cas, cet entrepreneur a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux complémentaires pour assurer la protection collective.
- Les nouvelles protections sont maintenues et entretenues par l'entrepreneur les ayant modifiées, aussi longtemps que nécessaire.
- Le Coordonnateur SPS est informé des compléments ou modifications ainsi apportés avant toute intervention sur le site.
- Priorité est donnée aux installations de protection définitives par rapport aux installations provisoires,
- Tous les éléments en cours d'assemblage doivent être consolidés s'ils sont instables, scellés ou étayés

même provisoirement selon les prescriptions des fabricants.

- Une délimitation des zones dangereuses ou interdites aux autres entreprises doit être effectuée. Une information doit être faite lors des réunions de chantier.

Le matériel des protections collectives est identifié et exclusivement réservé à cet usage.

Le P.P.S.P.S. de l'entreprise précise le type de matériel proposé.

Eventuellement, à la fin de ses travaux, sous réserve de l'accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS, elle doit passer les consignes à l'entreprise appelée à lui succéder.

Chaque entrepreneur ayant à intervenir sur un ouvrage considéré, et quel que soit le titre auquel il intervient, doit s'assurer que les protections mises en place sont suffisantes et adaptées à ses travaux. Si tel n'est pas le cas, il a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux et complémentaires pour assurer la protection collective de son personnel, ainsi que le maintien et l'entretien de ces nouvelles protections.

Les modifications sont soumises au Coordonnateur et font l'objet d'un additif au P.P.S.P.S.

Le Maître d'Œuvre se réserve le droit, en cas de défaillance d'une ou plusieurs entreprises, de faire appel à une entreprise extérieure pour remettre en état les protections collectives aux frais des entreprises défaillantes.

4.3.2. Déplacement de protection collective

Au cas où une tâche nécessite le déplacement ou l'enlèvement d'un dispositif de protection collective, l'entreprise (ou son sous-traitant) doit présenter la méthodologie qu'elle compte employer pour effectuer cette tâche, la nature des protections individuelles ou collectives qu'elle compte mettre en place, afin que ses ouvriers puissent travailler en sécurité pour effectuer la tâche en question et les mesures de protection qu'elle compte employer pour garantir la sécurité des autres intervenants du chantier.

Les dispositifs provisoires de protection collective doivent être conçus de manière à ne pas gêner la mise en place du dispositif définitif. Ainsi le dispositif provisoire ne sera retiré qu'une fois les protections définitives mises en place.

4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise

En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, l'entreprise titulaire est tenue de se substituer à celle-ci.

Si c'est l'entreprise titulaire qui est défaillante, le Coordonnateur SPS et le Maître d'Œuvre la mettront en demeure de pallier immédiatement à ce non-respect des règles de sécurité.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'Œuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée.

4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles

Pour préserver la santé et la sécurité des salariés, le choix des modes opératoires et des produits mis en œuvre doit être définis par les entreprises en tenant compte des évaluations des risques.

L'ensemble des dispositions à mettre en œuvre pour préserver la santé et la sécurité des salariés, améliorer les conditions de travail et tendre au bien-être au travail devront être définis dans les modes opératoires qui devront être joints aux PPSPS des entreprises.

Dans tous les cas, il est demandé :

→ De prévoir uniquement l'intervention sur le chantier de personnel formé, apte et habilité aux travaux à réaliser.

→ De signaler et d'informer le personnel sur les dangers et risques présents sur le chantier

→ De remplacer ce qui est dangereux par ce qui ne l'est pas ou par ce qui l'est moins en privilégiant l'utilisation de procédés ou de produits dangereux lorsqu'un même résultat peut être obtenu avec une méthode présentant des dangers moindres (le remplacement d'un produit cancérigène par un produit moins nocif, ou l'utilisation de peintures sans solvant, par exemple).

→ De fournir au personnel des EPI adaptés aux risques et de veiller à leurs utilisations sur le chantier

4.4. Equipement de levage

Sans objet

4.4.1. Autorisation de survol

Sans objet

4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention

Les entreprises doivent prendre les mesures d'organisation appropriées ou utiliser les moyens adéquats, et notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les travailleurs.

Les entreprises définissent, dans leur Plan Particulier de Sécurité, les moyens de manutention spécifiques prévus, leurs consignes d'utilisation ainsi que le poids des éléments à manutentionner (préciser le type, le nombre et l'implantation).

4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site

4.5.1. Approvisionnements et stockage

A partir du plan d'installation de chantier, les approvisionnements sont définis et organisés en accord avec la maîtrise d'œuvre et les entreprises.

L'ensemble est porté à la connaissance du coordonnateur SPS et évoqué lors des inspections communes.

4.5.2. Travaux superposés

Les travaux en superposition de postes de travail sont interdits. Toutes les mesures sont prises par la maîtrise d'œuvre dans sa planification des travaux pour éviter les risques de co-activité par superposition.

4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux

Les déchets dangereux feront l'objet d'une identification par un système de marquage prédéfini. Ces déchets dangereux seront stockés sur des aires distinctes en fonction de leur composition, leur nature, leur propriété (dont leur compatibilité) et leur réactivité chimique. Ces aires distinctes devront être identifiées par une signalisation spécifique évitant aux opérateurs tout risque de stockage de produits incompatibles.

4.5.4. Protection contre le bruit

L'entrepreneur est tenu de réduire le bruit à la source et au niveau le plus bas raisonnablement possible, compte tenu de l'état des techniques.

Les entreprises doivent retenir les procédés limitant les bruits. En cas d'impossibilité, prévoir d'autres solutions d'insonorisation, notamment :

- encoffrement de la source,
- suspension anti-vibratile,
- éloignement des machines,
- protection individuelle.

4.5.5. Protection contre l'incendie

Tout feu est rigoureusement interdit sur le chantier.

Installation d'extincteurs adaptés aux postes de travail par point chaud.

Arrêt des travaux par point chaud deux heures avant de quitter le chantier.
Les salariés doivent connaître le maniement des extincteurs.

4.5.6. Travaux en hauteur

Quelle que soit la hauteur de travail, ces travaux sont effectués à l'aide, de plate-forme de travail, de plate-forme individuelle roulante, d'échafaudages roulants, de P.E.M.P. (nacelle élévatrice, plate-forme sur mâts...) ou d'échafaudage de pied. Ce matériel doit répondre à la réglementation en vigueur et normalisé.

En tout état de cause, ces matériels doivent être installés ou évoluer sur des surfaces stables.

Les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail.

L'attention des entreprises est attirée sur le risque de travailler sur une plate-forme à partir d'un plancher ou d'un platelage à proximité d'une rive (vide de construction ou ouverture). L'intervention est obligatoirement réalisée à partir d'une plate-forme de travail stable et normalisée. Une surélévation de la protection peut être rendue nécessaire, afin de conserver la hauteur de protection.

Lorsque des dispositifs de protection collective ne peuvent être mis en œuvre, l'entreprise devra préalablement à toute intervention, justifier par écrit dans son mode opératoire (ou additif au PPSPS) de cette impossibilité de recourir aux Equipement de protections collectives.

4.5.7. Echafaudage, tour escalier

Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs qui ont reçu une formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées. Un PV de réception est laissé sur le site.

L'entreprise doit, quotidiennement, réaliser ou faire réaliser un examen de l'état de conservation en vue de s'assurer que l'échafaudage n'a pas subi de dégradation perceptible pouvant créer des dangers.

Lorsque des mesures s'imposent pour remédier à ces dégradations, elles sont consignées sur le registre prévu à cet effet.

L'entreprise doit faire un examen approfondi de l'état de conservation de son échafaudage tous les 3 mois au maximum.

Sur le chantier, la notice du fabricant doit être disponible dans le registre de sécurité.

L'entreprise qui installe un échafaudage, de pied et/ou roulant doit :

- Apposer sur l'équipement en cours de montage, de modification, de dépose un PANNEAU ROUGE << ACCES INTERDIT >>
- Apposer sur celui-ci un panneau VERT << ACCES AUTORISE >> après vérification de conformité par la personne compétente et habilitée,
- Apposer en permanence un PANNEAU indiquant : LE NOM DE L'ENTREPRISE UTILISATRICE et SON NUMERO DE TELEPHONE.

Nota : Ces panneaux doivent pouvoir résister aux intempéries et être solidement fixés et lisibles.

4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

4.6. Moyens communs

4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur

Sans Objet.

4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier

Sans Objet.

4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels

Sans objet

4.6.4. Protection des accès – Auvents

Sans objet

4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets

L'entreprise titulaire est en charge de la gestion générales des déchets chantier

5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER

5.1. Stockages sur le chantier

Les entreprises doivent informer le Maître d'Œuvre de leurs besoins de stockage de matériaux sur le chantier. Les zones de stockage des matériaux sont délimitées et indiquées sur le Plan d'Installation du Chantier, qui est tenu à jour en fonction de l'avancement des travaux.

Les entreprises indiquent dans le P.P.S.P.S. si leurs travaux comprennent la mise en œuvre de substances ou des préparations dangereuses pouvant provoquer des intoxications, incendie ou explosion.

Les entreprises entreposent les produits à risque, conformément aux prescriptions des F.D.S. Tous stockages dans le bâtiment doivent faire l'objet d'une analyse par le Maître d'œuvre en concertation avec le CSPS. Ces zones doivent apparaître sur le plan d'installation de chantier.

L'entreprise précise dans son P.P.S.P.S. les règles de stockage relatives aux produits employés ainsi que les dispositions qu'elle met en œuvre en ce qui concerne notamment la ventilation et l'éclairage de ces zones de stockage.

Chaque entreprise doit maintenir en état de propreté ses zones de stockage et doit en conséquence effectuer les nettoyages quotidiens et évacuer ses déchets jusqu'aux points de regroupement convenus pendant la période de préparation et confirmés à l'occasion des réunions de chantier.

5.2. Nettoyage

Agent de propreté

Chaque entreprise désigne un Agent de Propreté qui, jusqu'à la réception T.C.E. a pour mission :

- De veiller à la propreté et au rangement des zones de stockage et des postes de travail de son entreprise
- De veiller au parfait état de propreté du chantier, des cantonnements et des voiries (à l'intérieur et à la sortie du chantier),
- D'organiser la mise en place et l'enlèvement des bennes à gravats,
- De provoquer les nettoyages

Nettoyage du chantier :

L'ensemble du chantier est nettoyé en permanence suivant un rythme adapté en fonction de l'importance des déchets générés par les activités du chantier. En aucun cas, les circulations ne doivent être encombrées par des déchets.

5.3. Enlèvement des déchets

Chaque entreprise est responsable du nettoyage lui incombant, défini dans les différents chapitres.

Les déchets doivent être limités, triés. Le contrôle de leur élimination se fait par Bordereau de Suivi des Déchets (BSD), dont une copie est conservée sur le site.

Afin d'éviter toute pollution du site, les produits polluants sont stockés conformément à la fiche de données de sécurité.

Privilégier l'emploi de produit naturel.

5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires

L'entreprise titulaire est responsable de l'évacuation des déchets. Dans le cas d'utilisation de bennes, leur remplacement est à effectuer à chaque fois que cela s'avère nécessaire, sans jamais que ces bennes débordent.

5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés

L'entreprise indique dans son P.P.S.P.S. les conditions d'enlèvement des déchets industriels spéciaux (produits et emballages) et indique le lieu de traitement (produits et procédures) Exemple : amiante, matériaux contaminés, produits chimiques, P.C.B. ...

Les déchets réputés dangereux doivent être évacués le plus rapidement possible. La procédure d'évacuation fera l'objet d'un accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et si nécessaire des autorités compétentes

5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise

Sur simple constat le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre sans mise en demeure préalable peut faire procéder aux modifications des stockages ou des nettoyages qu'ils jugeraient nécessaires par une entreprise du chantier ou extérieure. Les frais résultants sont imputés aux entreprises défaillantes.

6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION

Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

6.1. Déclarations particulières

Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et notamment :

- DT à charge du maître d'ouvrage
- Application de la loi anti-endommagement
- D.I.C.T -
- Demandes d'arrêtés -
- Autorisations concessionnaires -

Ces déclarations sont à établir et à diffuser par toute entreprise (compris sous traitante) dès lors qu'elle réalise des travaux en sol et à proximité des réseaux aériens.

Les renseignements sont obtenus auprès de la maîtrise d'œuvre.

Les entreprises (notamment : Terrassement-VRD, espaces verts, gros œuvre . . .) établissent les déclarations d'intention de commencer les travaux (DICT) auprès des exploitants ou des concessionnaires concernés. Ces DICT accompagnées des réponses des exploitants ou des concessionnaires concernés sont présentées à la maîtrise d'œuvre

Les travaux ne peuvent commencer sur ordre de la maîtrise d'œuvre que lorsque les recommandations, les mesures de prévention ou de sécurité ou les moyens de protection mentionnés dans les réponses aux DICT sont effectivement mis en œuvre, éventuellement en concertation avec les exploitants ou les concessionnaires concernés.

La réglementation anti-endommagement (AIPR) concerne autant les travaux en zone publiques que privées.

6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération

L'environnement proche du site est caractérisé :

- Dans sa partie ouest : par une zone industrielle qui s'étend sur 500 m jusqu'à la côte de l'Océan Indien ;
- Au nord : par la société HOUSSEN (ICPE déclarée pour le traitement des déchets dangereux et d'équipements électriques et électroniques) et, au-delà de 30 m, par une zone rocailleuse, faiblement végétalisée, puis par la rivière des Galets qui s'écoule à environ 300 m du site ;
- Au nord-est : par une station d'épuration ;
- A l'est : par une zone industrielle qui s'étend sur 500 m avec, notamment, la présence de divers sociétés et d'entrepôts ;
- Au sud : par une zone industrielle qui s'étend également sur 500 m avec les sociétés de transports CTOI et TRANS ASUTRAL, des zones en friches, des parcs automobiles.

Ainsi, les parcelles AB369 et AB371 forment un tout et accueillent plusieurs sociétés : la société HOUSSEN, deux sociétés de transports routiers CTOI et TRANS AUSTRAL, ainsi qu'INNOVEOX OCEANIA.

6.3. Risques par rapport à un chantier voisin

Sans objet

6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure

- L'étude des modes opératoires tient compte de la présence de la société HOUSSEN et des sociétés de transports routiers CTOI et TRANS AUSTRAL
- Aucun stationnement, installation, stockage de quelque nature que ce soit ne sont tolérés sur les voies

d'accès au site

- Aucun stationnement, installation, stockage de quelque nature que ce soit ne sont tolérés en dehors de la clôture de chantier et/ou zones balisées,
- La limitation de vitesse à l'intérieure des parcelles AB369 et AB371 est fixée à 10km/h (vitesse au pas)
- Les bruits, poussières doivent être limités au minimum au vu des connaissances et techniques de mise en œuvre actuelles,
- Les entreprises tiennent compte également de la présence d'autres intervenants sur le site.

6.5. Prévention incendie et explosion, Permis de feu

Il n'y aura pas de permis de feu sur cette opération.

Toutefois, comme rappelé au paragraphe 4.5.5 :

- Vérifier l'absence de matière inflammables ou combustibles à proximité avant démarrage des travaux par point chaud
- Si besoin prévoir des écrans antiétincelle, bâches ignifugées, ...
- Prévoir un extincteur adapté par poste de travail par point chaud. Le personnel doit connaître le maniement des extincteurs
- Organiser les travaux afin d'arrêter des travaux par point chaud deux heures avant de quitter le chantier
- S'assurer en fin de travaux qu'il ne subsiste pas de risque d'incendie (matières en combustion lente (braise, présence de fumeroles, ...))

6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages

Sans objet

6.7. Cas particulier

Sans objet

7. ORGANISATION DES SECOURS

Les consignes de sécurité et les numéros d'appel des services de secours doivent figurer sur le P.P.S.P.S. et être affichées.

Dès lors que l'effectif total du chantier dépasse 200 salariés une infirmerie est mise en place.

7.1. Téléphone de secours

Le personnel présent sur le chantier doit disposer d'un téléphone de secours, pouvant être installé dans le bureau, **accessible en permanence par tous**.

Eventuellement, pour les petits chantiers où pour des zones de travail éloignées, un téléphone portable, **ouvert en permanence et en état de marche (correctement chargé)**. L'emplacement de la personne en disposant doit être connu de tous les ouvriers concernés.

7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)

Au moins 5% du personnel présent sur le chantier (avec un minimum de un), quelle que soit l'entreprise, doit être Sauveteur Secouriste du Travail (S.S.T.).

Les S.S.T. doivent avoir été formés ou recyclés depuis moins de 2 ans et ont obligatoirement, à l'arrière de leurs casques, un autocollant d'identification.

La liste des secouristes, à jour en permanence, est affichée près du téléphone défini ci-dessus.

Il en est de même pour la liste du matériel médical existant sur le chantier.

7.3. Travail isolé

Les entreprises prennent toutes les mesures nécessaires afin qu'un travailleur isolé puisse signaler toute situation de détresse et être secouru dans les meilleurs délais.

7.4. Procédure d'organisation des secours

L'entreprise doit préciser dans son PPSPS, les mesures d'organisation qu'elle met en œuvre en cas de dégradation volontaire (pénétration des services de secours en zone confinée) ou non, du confinement (Alerte, Evacuation du chantier . . .)

Se conformer à la procédure . . .

7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident

Outre les déclarations réglementaires d'accident effectuées par l'entrepreneur, les accidents ou incidents sont signalés au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS.

7.6. Point de rencontre secours

Sans objet

7.7. Modèle de fiche de secours

*EN CAS D'***ACCIDENT**

Appelez les Pompiers



18 ou 112

et dites :

1.ICI CHANTIER : SAINT PAUL - INSTALLATION INNOVEOX

Adresse : 81 RUE HENRI CORNU 97460 SAINT-PAUL

2.PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT :

par exemple : Chute, éboulement, asphyxie...

LA POSITION DU BLESSE : Il est sur la terrasse, il est au sol ou dans une fouille ...

ET SI IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3.SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSE(S) ET LEUR ETAT

Par exemple : Trois ouvriers blessés dont un qui saigne beaucoup et un qui ne parle pas.

4.FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS.

Envoyer quelqu'un à l'entrée du chantier pour guider les secours.

NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER

ANNEXES AU P.G.C.

Liste des pièces jointes au P.G.C.

- Annexe_Presence_Amiante
- Diag plomb_BUREAU VERITAS
- Diag amiante_BUREAU VERITAS